

# LA VOIX DE

# Kanaky



JUIL-AOÛT 2018 • N°8 • 100 FCFP

Email : [lavoixdekanaky@gmail.com](mailto:lavoixdekanaky@gmail.com)

ISSN 260663239

# Appel ...



# OUI

# à l'indépendance allons tous voter !



## DANS CE NUMÉRO

### POLITIQUE

Éditorial (suite) ..... 2

Chacun doit se donner les  
moyens pour figurer sur la  
liste pour le référendum ... 3

### SOCIAL

ENSEIGNEMENT :  
ce qui va changer si le OUI  
l'emporte ! ..... 4

### COURRIER DES LECTEURS

Comment tuer le rêve  
Kanak ? ..... 5

Parlons-nous librement  
entre nous ..... 6

### ÉCOLOGIE

Des touristes aux  
Chesterfield ? ..... 7

### INTERNATIONAL

Kanaky dans sa région ..... 8

## Éditorial

Le 4 novembre, la question sera la  
suivante : « Voulez-vous que la Nouvelle-  
Calédonie accède à la pleine souveraineté  
et devienne indépendante ? », avec un  
bulletin « oui » et un bulletin « non ».

Suite p.2

*Suite éditorial*

Le peuple kanak a encore 4 mois pour préparer le jour « J » Comment pourrions-nous manquer ce rendez-vous ?

Notre constitution de la République est déposée depuis 1987 à l'ONU. Même si elle reste à réactualiser dans le contexte d'aujourd'hui, l'essentiel est de la rendre effective par un oui massif le 4 novembre !!!

**Reprenons le fil de l'histoire**

1988, 1998 sont maintenant derrière nous. Mais, ces 2 signatures, Accords de Matignon – Oudinot, Accord de Nouméa, ont ouvert un droit essentiel au Peuple Kanak le DROIT à l'autodétermination qui équivaut à l'accession à l'indépendance pour le peuple ;

Ce droit à l'INDEPENDANCE est bien le fruit d'une longue lutte face à l'État colonisateur, La France. Sans oublier la mobilisation constante depuis 1853 du peuple kanak dans son ensemble contre la spoliation des terres, le rejet des kanak..., La révolution en 1878 par le Grand chef ATAI, la guerre de 1917..., « La voix de Kanaky » dit aussi merci à Pierre Declercq qui a posé les bases d'une Kanaky pour tous, au camarade Eloi Machoro qui a refusé que politiquement le peuple kanak soit « noyé », à Alphonse Dianou et son équipe déterminés à faire céder la France qui doit décréter l'INDEPENDANCE, à Jean Marie Tjibaou qui, avec tous les leaders politiques indépendantistes de l'époque ont obtenu la concrétisation de ce droit par des mesures de rééquilibrage, par un processus de décolonisation par la France...

Nous arrivons à la fin de cette longue lutte. Tout n'est pas réalisé loin de là en matière de rééquilibrage, de formation, d'avancées sociales pour les plus démunis, en matière aussi de la prise en compte des droits autochtones... C'est vrai, nous en sommes tous conscients avec des responsabilités partagées. Le lendemain du 4 novembre, c'est bien sur tout cela, qu'il nous faudra tous ensemble, les indépendantistes prendre à bras-le-corps, notre projet de société.

Mais il faut d'abord mettre un frein, par notre vote massif, à cet engrenage d'accords successifs, à cette situation coloniale d'une domination de la France et de la droite coloniale. Le monde indépendantiste kanak a su faire toutes les concessions fondées

sur les valeurs d'accueil qui sont les siennes. Le monde indépendantiste KANAK ne peut aller plus loin. L'État français, colonisateur, se doit de l'entendre et avec lui, tous ceux qui ont été « accueillis » et qui font le choix de rester sur cette terre pour construire KANAKY.

**Où en est-on dans les préparatifs à 4 mois du 4 novembre ?**

C'est chacun qui se doit d'être acteur de son indépendance. C'est pourquoi nombre d'entre eux ont lancé depuis 2015 l'appel au Rassemblement des Indépendantistes et Nationalistes, le RIN. Cet appel a été entendu et a pu rassembler par 3 fois dans les rues des milliers de personnes.

Pour mettre un point final à la colonisation, un référendum a été décidé.

A nous tous qui avons marché dans les rues, à tous les indépendantistes organisés dans leur propre structure, vérifions si l'ensemble des kanak pourront bien exercer cet acte d'autodétermination, et si la liste électorale utilisée le 4 novembre sera bien sincère. Nous pouvons dire déjà aujourd'hui que cette sincérité peut ne pas être pleinement établie puisque c'est toujours la France qui dicte les lois par son code électoral ! Il nous faut quand même aller au bout du processus engagé.

Se préparer pour le 4 novembre passe aussi par la vérification où chacun peut se dire « pourrais-je me rendre à mon bureau de vote le jour « J » ? » C'est l'occasion peut-être de rappeler au moins pour les îles Loyautés, Belep et l'Iles des Pins la solution mise en œuvre pour tous ceux qui habitent sur la Grande terre. N'attendez pas pour vous faire connaître auprès de l'administration du Haussariat avant le 14 septembre pour pouvoir voter à la Vallée du Tir. C'est vrai, des procurations restent possibles mais, celles-ci seront plus difficiles à obtenir, il faudra un certificat médical ou de travail etc pour dire que vous ne pouvez pas vous déplacer... **Ce 4 novembre il ne faut pas perdre entre autres les voix de nombreux Iliens !!!**

D'autres initiatives seront probablement à prendre comme le transport de personnes âgées, handicapées, dû à l'absence du transport en commun... Tous, nous devons nous mettre debout, se mobiliser. La campagne électorale est lancée. N'écoutons pas les sirènes

d'où qu'elles viennent, qui n'ont pas fini de siffler, celles qui font peur, qui disent qu'on n'est pas prêts ou pleins d'autres bonnes raisons par ceux, en particulier, qui veulent rester français pour garder les intérêts que leur accorde notre pays... Maintenir le statu quo n'est pas la solution !

Dans ce journal N° 8 de la « VOIX DE KANAKY » par ses différents articles, avec ce souci de notre projet de société pour lequel il nous faut encore débattre, des perspectives sont partagées avec tous les lecteurs : notre enseignement quels changements ? La protection de nos lagons, un tourisme respectueux de notre environnement..., **sans oublier, une fois encore, de rappeler que c'est vraiment tous ensemble, tous unis qu'il sera mis un terme à la colonisation, c'est aussi tous ensemble, tous unis qu'on pourra prévoir ce que sera KANAKY demain.**

KANAKY doit devenir un Pays où le peuple kanak soit vraiment reconnu, en capacité d'exercer ses droits, où les ethnies présentes en KANAKY pourront vivre selon leur culture avec un réel respect de chacun, un pays où la justice pour tous, la solidarité entre tous sera une préoccupation première... Et comme le disait Pierre Declercq qui, parlant de la future société avec le droit à la différence reconnu, exprimait dans les années 80 « **nous ferons en sorte que cela n'entraîne pas de rapport de domination d'une ethnie sur l'autre** »



# Chacun doit se donner les moyens pour figurer sur la liste pour le référendum

*La liste définitive pour le référendum (LESC) sera connue le 31 août 2018, il sera quand même possible d'être mis sur la liste après cette date.*

## Élection exceptionnelle, mesures exceptionnelles

Lors des comités des signataires les politiques ont obtenu une inscription d'office sur la liste électorale générale (LEG) de toutes les personnes non encore inscrites et présentes au moins depuis 6 mois en Nouvelle-Calédonie. 16 672 personnes viennent donc d'être ajoutées.

Parmi ces 16 672 nouveaux électeurs, nombreux sont des personnes fraîchement « arrivées » et bien que mis sur la LEG, ils n'ont pas été proposés dans les CAS (Commissions Administratives Spéciales) et ne figurent donc pas sur la LESC, à l'exception quand même de ceux qui ont été électeurs au scrutin du 8 novembre 1998 et qui, victimes de l'histoire peuvent être nés hors de la Nouvelle-Calédonie.

Puis, tous les autres électeurs natifs ont été proposés dans les CAS pour leur inscription :

- les kanak relevant du statut civil de droit coutumier,
- les jeunes majeurs natifs y compris ceux qui auront leurs 18 ans avant le 3 novembre 2018 et qui sont placés sur la LESP, condition leur accordant, par présomption, leurs Centres des Intérêts Matériels et Moraux (CIMM)
- Les autres natifs qui, suite à la dernière modification de la loi organique le 19 avril 2018 ont une présence de 3 ans continue en Nouvelle-Calédonie depuis le 31 août 2015 et jusqu'au 31 août 2018, présence recherchée sur les registres sociaux (CAFAT – AIDE MEDICALE).

Après le 31 août, on pourra alors savoir si tous les kanak, de statut civil coutumier ont bien été inscrits d'office par le croisement des 2 fichiers : LESC et fichier détenu par la DGRAC (Direction pour la Gestion

et la Réglementation des Affaires Coutumières),

**En 2016, ils étaient plus de 25 000 kanak coutumiers absents de la LEG à ne pas pouvoir figurer sur la liste pour le référendum !!! En août 2018 combien seront-ils ? il ne doit manquer personne !**

Ce même croisement devra se faire entre la LESC et le fichier des natifs de statut civil de droit commun tenu à jour par chaque mairie. Sur ce fichier dénombrer les kanak est plus difficile car y figurent aussi tous les non kanak !

Cette procédure, visant à inscrire toutes personnes concernées par le référendum, dans son application, a pu néanmoins laisser sur le bord du chemin certaines populations kanak qui de fait sont des « OUBLIES » :

- les Kanak nés hors de la Nouvelle-Calédonie,
- les Kanak qui n'auraient pas été trouvés sur les fichiers sociaux,
- les kanak insuffisamment identifiables par absence d'adresse...

C'est pourquoi, la VOIX DE KANAKY invite chacun à s'inquiéter et à se prendre en mains. Pour cela, La 1ère démarche est d'aller vérifier dans sa mairie du **30 juillet jusqu'au 9 août** période d'affichage de la LESC provisoire si on y figure.

En cas d'absence, un recours peut être déposé au tribunal de 1ère instance de Nouméa ou Koné ou Wé Lifou de prendre la décision en faveur de votre inscription (recours contentieux).

Pour cela rédiger un petit mot de demande en indiquant pourquoi



vous remplissez les conditions pour être sur la LESC et joindre des justificatifs utiles : pièce d'identité – acte de naissance pouvant préciser que vous êtes de statut coutumier – facture d'électricité ou certificat d'hébergement – au besoin certificats de scolarité, relevé de travail CAFAT, aide médicale... Tous ces exemples de papiers sont à fournir en fonction de sa propre situation... Le tribunal prend la décision suite à une audience à laquelle vous devez impérativement être présent puis, retourner en mairie vérifier.

**Pour un OUI massif au référendum, après le 31 août 2018 et jusqu'au 3 novembre on peut encore s'inscrire :**

- Faire la même démarche auprès du tribunal (courrier et justificatifs peuvent être envoyés par la poste) et se rendre à l'audience.
- Une autre démarche est possible en adressant un courrier et les justificatifs au Haut-Commissaire de la République qui engagera lui-même la décision sans vous convoquer à une audience.



Quelques téléphones pour avoir de l'aide si nécessaire : 82 51 09 – 76 60 66 mais aussi les CNC et le BP du FLNKS  
Le bulletin de vote de tous les kanak est indispensable. GAGNONS 2018 !

# ENSEIGNEMENT : ce qui va changer si le OUI l'emporte !

*Que va-t-il se passer si on devient indépendant ? Aurons-nous toujours des bourses pour la scolarité de nos enfants, l'école primaire sera-t-elle toujours gratuite ? Nos jeunes pourront-ils toujours faire des études en France ? Voici quelques unes des questions que l'on peut entendre lorsque l'on donne la parole aux gens et qu'ils expriment leurs inquiétudes quand à la future indépendance du pays.*

## Des craintes maintes fois exprimées et démenties par les faits :

Dans l'enseignement comme dans la santé, l'économie ou le social et la sécurité, trop de gens s'imaginent que ce sera « la fin du monde » si nous accédons à l'indépendance. Ces craintes se sont déjà exprimées dans le passé récent quand, par exemple en janvier 2000, la Nouvelle-Calédonie a récupéré la compétence pour l'enseignement primaire en totalité. Qui oserait proposer un retour en arrière, dix huit ans après ce transfert ? Personne bien sûr, même parmi les tenants de la droite la plus radicale personne n' imagine un seul instant que l'on revienne à un enseignement primaire totalement calé, copié et collé sur celui de la France. Autre exemple : la correction du bac en Nouvelle-Calédonie. On se souvient des manifestations organisées par la droite, et plus récemment, jusqu'en 2016 de l'opposition du syndicat UTCFE-CGC qui s'opposait systématiquement à toute avancée sur ce dossier. Voilà déjà deux années que le bac est corrigé en Calédonie. On a gagné presque un mois de cours en plus et les résultats s'en ressentent. Qui oserait demander qu'on revienne à l'ancien système totalement idiot : plus d'une tonne de copies envoyées dans une académie de France pour être corrigées !

Il faut donc regarder le chemin parcouru, même si les évolutions auraient pu aller plus vite, les choses bougent quand même. Avec le OUI à l'indépendance et la pleine souveraineté nous allons pouvoir donner un peu de

cohérence à un système éducatif complètement déséquilibré et toujours aussi peu respectueux des spécificités du pays.

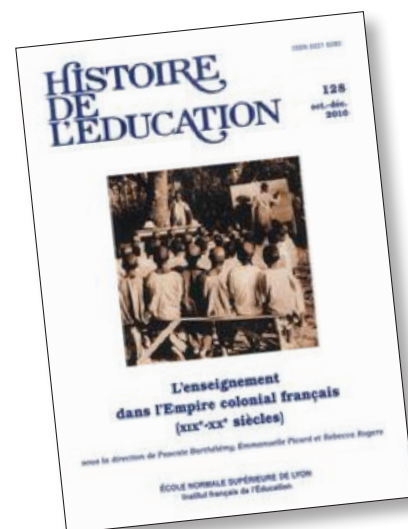
## Du respect pour les enfants du pays, avant tout : finie l'hypocrisie des nominations à Paris

Avec le OUI, nous gagnerons enfin la totale marge de manœuvre pour la compétence Enseignement. Rappelons qu'actuellement l'enseignement secondaire n'est que partiellement transféré. Les programmes, la formation des enseignants, leur contrôle pédagogique, les diplômes, la nomination du Vice-Recteur et celle des chefs d'établissement restent aux mains de la France. Ainsi, on voit défiler tous les ans, les principaux, proviseurs et autres directeurs d'établissement, fraîchement nommés en conseil des Ministres à Paris. Le fait que notre Ministre parte à Paris, ne doit pas faire illusion, c'est bien le Vice-Recteur et derrière lui le ministre de l'Éducation Nationale de France, M. Blanquer qui a la main sur les nominations à la tête de la quarantaine de lycées et collèges publics du pays.

En votant OUI, vous direz non à cette hypocrisie. Les nominations seront cette fois-ci décidées chez nous ! Des accords de partenariat seront négociés avec la France qui ne demande que cela, de toute façon. Finie l'arrogance de certains chefs d'établissements qui vous répondent de haut, quand vous leur montrez leur incompétence ou leurs insuffisances : « Vous n'avez qu'à vous plaindre, moi de toute façon, j'ai été nommé en Conseil des Ministres ! »

## Finie l'hypocrisie des programmes scolaires inadaptes

En votant OUI le 4 novembre, pensez qu'il sera alors possible de redéfinir de nouveaux programmes, toujours en partenariat avec la France, mais cette fois-ci à égalité et à rééquilibrer tout ce qui sera étudié en classe ainsi que les évaluations finales (diplômes



du brevet, du CAP, du BEP et du baccalauréat). Il ne s'agit pas de tout jeter au feu. Bien sûr que l'on gardera une bonne partie de ce qui existe actuellement dans les programmes, mais des adaptations seront apportées. Par exemple, les deux guerres mondiales ne seront plus abordées sous l'angle européen, mais sous l'angle du Pacifique. N'est-ce pas la moindre des choses ? Toutes les matières sont susceptibles d'être concernées. Les changements ne seront pas si traumatisants que cela, car de nombreux enseignants notamment du pays, ont déjà ce souci de la contextualisation de leur enseignement.

## Le dossier de l'enseignement des langues kanak pourra enfin progresser

On peut légitimement espérer qu'avec un OUI majoritaire le 4 novembre, des évolutions pourront être enfin apportées à l'enseignement des langues et de la culture kanak dans nos écoles, nos collèges et nos lycées. Rappelons qu'il ne s'agit pas de remplacer le français par les langues kanak, mais de prévoir, de préparer un enseignement raisonné, équilibré des langues kanak à égalité avec le français. La récente annonce de la création d'un capès bivalent pour les langues kanak, par M. Emmanuel Macron, va dans le bon sens et il est bien triste d'avoir attendu si longtemps pour le proposer.



### Des dossiers toujours chauds et compliqués

On ne va pas se mentir, il y aura aussi des difficultés et des écueils à éviter avec l'indépendance : On peut citer ces quelques interrogations, non exhaustives : comment se fera le recrutement des enseignants ? Arriverons-nous à former suffisamment d'enseignants locaux pour nos collèges et nos lycées ? Quelle place sera laissée à l'enseignement privé dans le futur pays indépendant et souverain ? Comment faire pour redessiner la carte des établissements en essayant d'avoir des collèges et des

lycées à taille humaine et non plus des usines avec 2 000 élèves et près de 250 professeurs !

Le pari est ambitieux, mais il est jouable et gagnable ! Il doit nous motiver tous car l'enseignement concerne chacun d'entre nous : jeunes, parents, grands-parents, enseignants et éducateurs. Ce n'est pas le moment de revenir en arrière après toutes les évolutions que l'on a connues, il faut persévérer et poursuivre cette lente et courageuse marche vers l'émancipation !

Et pour toute cette peur de ne plus recevoir les bourses scolaires, les al-

locations, que répondre ? Cette peur n'est pas fondée. La Nouvelle-Calédonie est compétente en matière de toutes les aides sociales, la santé... depuis longtemps. Pour satisfaire l'ensemble de ces aides, la France ne donne pas d'argent. Elles sont accordées grâce aux impôts et richesses du Pays... Et puis, il y a beaucoup de richesses à aller chercher... On ne peut pas imaginer que les indépendantistes puissent remettre en cause ce à quoi ils tiennent depuis longtemps : le bien-être des populations du Pays qui commence par une éducation adaptée.



## COURRIER DES LECTEURS : Comment tuer le rêve Kanak ?

Après 100 ans de colonisation, après les pires exactions, les guerres, les exécutions, les vols fonciers, les déportations, le Kanak devient citoyen Français et toujours colonisé à ce jour.

Il est toujours debout 165 ans plus tard, et toujours en lutte pour retrouver sa dignité et ses terres. Il a défendu et conservé sa civilisation et ses coutumes. Aujourd'hui, son rêve est prêt d'aboutir. Bientôt, dans quelques mois, un référendum négocié dans le sang, ouvrira les portes d'un rêve de revenir prendre sa place parmi les peuples du monde, en toute égalité, fraternité et liberté.

Demain, le peuple de Kanaky sera souverain sur ses terres. Souverain, c'est-à-dire qu'il sera maître de son destin, nul ne pourra lui dicter ses lois, ses choix ses voies. Ni dieux ni maîtres ni curés ni colons, ainsi qu'il en était avant. Souverain et seul maître de son futur ! Ça, c'est demain ! Aujourd'hui, avant le vote on fait les comptes. Il est prévu 158 000 plus 14 000 nouveaux votants, à remarquer qu'il manque toujours 12 000 Kanak dans le décompte. (ces chiffres ne sont pas exacts, c'est juste pour donner une idée, mais ils sont très proches de la réalité). Donc en gros 172 000 votants inscrits.

Sur ces 172 000 nous avons 85 000 Kanak 20 000 Métrozaures, 30 000 Caldoches, plus 30 000 Invités et quelques fraudeurs.

Ce qui nous fait environ 48 % de Kanak, 12 % de Métros, 20 % de Caldoches et 20 % d'invités.

Donc malgré les erreurs, le peuple Kanak est majoritaire avant le vote.

Le challenge est de voir comment le Kanak peut perdre le vote alors qu'il est majoritaire. Ou comment tuer le rêve Kanak prêt à s'accomplir après 165 ans de luttes et de misère :

- D'abord en faisant circuler de fausses infos par le biais d'une télé partielle et de journaux acquis à la cause coloniale.
- Ensuite en diffusant des pseudos sondages qui ne sont pas représentatifs.
- Aussi en affirmant sans preuve que l'Indépendance est impossible.
- Au travers de radios partisans et subventionnées répandre toutes sortes de bêtises telles que des comparaisons avec des expériences dans d'autres pays, d'autres circonstances et d'autres époques.

Pourtant et malgré tout, l'Indépendance est viable. Le pays comporte de nombreux atouts, des intelligences, des volontés, des savoirs faire, des savoirs vivre et des potentiels encore inexploités.

Pour une si petite population et un si grand territoire, tous les rêves sont permis d'autant plus avec la pleine souveraineté qui permettra de lancer moult nouveaux projets comme par exemple : une banque centrale ou Bankanak avec une monnaie locale, le KAN. On peut aussi penser à un chantier naval de grande capacité, une liaison ferroviaire la ligne Poum/Plum, une aciérie pour retraiter toutes nos ferrailles, une papeterie, une verrerie et même une nouvelle capitale. Au travers de grands chantiers, la population est là partie prenante au travail en toute fraternité pour le bien commun, comme l'ont vécu les milliers d'ouvriers qui ont construit la Calédonie.

L'Indépendance peut être aussi un boom économique et écologique, l'occasion de lancer une flotte de Canadair pour protéger nos forêts et une flotte de surveillance du parc marin immense trésor dont nous avons la charge devant l'Humanité entière. Tout cela, sans compter l'embauche de milliers de nouveaux soldats et des centaines d'ambassadeurs de juges de policiers et gendarmes. En clair, l'Indépendance est un grand chantier un grand espoir, avec du travail pour tous mais selon de nouvelles règles, car avec le système actuel de domination patronal et financier ce n'est pas possible.

Bon revenons à nos moutons, le vote de demain. On sait maintenant les données, le peuple Kanak est majoritaire.

Mais demain aurons-nous 85 000 voix pour retrouver la terre des Anciens ? Ou certains n'iront pas voter, d'autres proposeront le boycott ? Pour aider à la cause sans doute ! Boycoter pour oublier les morts et les souffrances ? Oublier les sacrifices, les servitudes, les humiliations, les luttes. Qui osera se détourner devant la victoire et prendre le risque de faire perdre à tous, le bien commun si chèrement défendu depuis ? Comment tuer le rêve Kanak ?

Bien sûr il n'y aura pas 85 000 voix car il y a des analphabètes, des imbéciles abstentionnistes, des traîtres, des vendus comme parmi tous les peuples. Mais, on peut aussi penser qu'une grande majorité sera là. Dans la future Constitution Kanak de 1986, il est dit

que le vote est obligatoire ... ! Commençons par là.

La vraie question est en fait, que même si tous votaient cela ne serait pas suffisant pour faire majorité absolue et donc qui parmi les autres va donner la main pour Kanaky ? Les Métros ? Les Caldoches ? Les Invités ? Il en suffit de très peu et le résultat sera très serré moins de 10 000 sépareront les choix, à peu près le nombre de Kanak non-inscrits ou le nombre de fraudeurs (sans compter la fraude finale du décompte).

Pour finir parlons de notre président camembert jeune sorti du moule et pas encore fait qui nous a visité en passant par l'Australie d'abord, c'est bien malpoli pour un président et ensuite il vient nous apprendre que nous sommes dans la région Indo-Pacifique, quelle nouvelle ! Résultat de recherche d'images pour « président macron en Nouvelle-Calédonie ».

À voir les réactions de ses partisans ils sont émerveillés de la chose, ils se croyaient au large de la Bretagne ou de la Corse ! Et les voilà revenus en Kanaky ! Quelle rigolade si ce n'était aussi triste de bêtises. Il a tout loupé, il n'a rien apporté de neuf et ne s'est même pas excusé par une coutume de pardon qui aurait arrangé les choses. Il est juste venu faire des affaires à l'image d'un colon lambda. Indécrottable !

Pourtant il représente le peuple Français malgré son score minoritaire. Le peuple Français qui lui est en majorité contre la colonisation, il ne faut pas négliger cet appui de millions de voix métrés pour l'Indépendance de Kanaky. La France, ce n'est pas la droite locale. Heureusement !

Alors ce n'est pas l'heure de se diviser, ni de se compter à 30, 35, 39 % le peuple Kanak est aujourd'hui à 48 % sur la liste. C'est cela le message tout le reste ne fera que diviser et tuer le rêve.

C'est l'heure de la victoire, il faut préparer la fête de l'Indépendance dès maintenant, tous les jours et cesser de colporter des messages loyalistes imbéciles, faux et sans fondements.

Plutôt montrer les avantages de l'Indépendance.

Et s'il subsiste des bagarres d'egos, c'est le plus intelligent qui cède. Dans un tel contexte, il est bon de se rappeler que toutes les branches sont du même tronc. Et quelle leçon pour les fâcheux et quel élan pour la jeunesse de voir des frères se rassembler pour un bouquet final. **Vive Nouvelle Kanaky !**

## Le III<sup>e</sup> séminaire du RIN sur l'unité au-delà de la participation ou non à la consultation référendaire du 4 novembre

Programmé dans la feuille de route du RIN pour l'année 2018, le 3<sup>e</sup> séminaire consacré à l'unité s'est déroulé le samedi 9 juin au sénat coutumier.

Le séminaire s'est déroulé dans un contexte où une certaine clarification s'imposait quant à la participation ou non de l'espace militant à la consultation référendaire. En effet, si certains « Rinistes » étaient dans une situation de réserve, d'autres s'engageaient ouvertement dans les campagnes en faveur d'une participation pour le oui au référendum.

Sachant que la clarification, certes nécessaire, ne devait pas pour autant constituer un obstacle majeur pour une unité nécessaire au-delà du 4 novembre, la question que devait traiter le RIN est : comment faire ?

Après l'accueil coutumier fait avec les gens de l'endroit, et la présentation de la problématique liée à l'unité, la parole a été donnée aux militants du RIN qui portent des courants d'apparence contradictoire sur la participation ou pas à la consultation référendaire.

Malgré les éléments partagés lors du débat qui a suivi, force est de constater que le RIN ne pouvait aller plus loin, notamment dans une prise de position claire.

Un état des lieux des objectifs intermédiaires du RIN a été réalisé. Rappelons les 3 objectifs intermédiaires : 1- Inscrire les kanak quel que soit le statut sur la liste référendaire ; 2 – Combattre l'abstention ; 3 – Dénoncer la fraude électorale.

S'agissant de la question délicate sur la sincérité du corps électoral, celle-ci ne pourra s'analyser qu'après le 31 août. Une appréciation partagée pourrait se faire à partir de 2 exemples : sur le nombre de kanak inscrits depuis, notamment ceux de statut coutumier ou le pourcentage de kanak inscrits sur l'ensemble des inscrits (statut coutumier et statut de droit commun confondus).

Il faut préciser que ce 3<sup>e</sup> séminaire consacré à l'unité se situe également dans un contexte difficile. Le FLNKS, par le biais de sa direction le Bureau Politique, refusait toujours de rencontrer le RIN voire les organisations-membres du RIN. Pourtant, au vu du rendez-vous historique du peuple kanak du 4 novembre, il était inconcevable et irresponsable de ne pas prévoir cette rencontre.

Ce séminaire s'est déroulé également après le passage au pays, du président de la République pour certains, ou de la puissance coloniale pour d'autres.



Enfin, nous considérons que ce 3<sup>e</sup> et dernier séminaire de l'année a été très productif puisque les échanges ont confirmé que notre espace de parole se caractérise toujours par la sincérité du dialogue parfois intense, dans le respect des uns et des autres et des différentes sensibilités. Ainsi, quelles que soit les décisions définitives des membres du RIN quant à la participation ou pas à la consultation référendaire du 4 novembre, et tenant compte du fructueux travail accompli tous ensemble pour le RIN, il a été convenu que cette expérience enrichissante et consensuelle partagée au sein de notre Rassemblement, doit être considérée comme un capital, une contribution fondatrice pour les perspectives à venir, de lutte de décolonisation réelle du pays.



### Pourquoi il faut voter Oui le 4 novembre 2018 ?

#### Devenir libres pour ne plus subir !

S'inscrivant dans le processus de l'Accord de Nouméa, la DUS considère que l'accession à la pleine souveraineté doit être traitée au regard des trois référendums possibles prévus en 2018, 2020 et 2022.

Ainsi, bien que ce soit le 1<sup>er</sup> rendez-vous historique du peuple kanak, le référendum du 4 novembre peut être considéré comme une priorité et non une finalité.

La droite coloniale souhaite vivement un NON massif le 4 novembre. Son pronostic est de 80 % pour le NON et 20 % pour le OUI... Le NON massif leur permettrait de créer les conditions pour :

- En finir avec les Kanak en tant que peuple et les diluer en tant que communauté parmi d'autres... Or, les Kanak ne consti-

tuent pas une partie d'un ensemble ayant une patrie ailleurs !

- En finir avec les politiques de redistribution foncière, pourtant légitimes
- Encourager encore plus une immigration dont les impacts sont néfastes pour l'ensemble des Calédoniens, notamment au niveau de l'emploi et de la formation...
- Inscrire sur les listes provinciales 25 000 à 30 000 immigrants français qui n'ont pas le droit de vote à l'heure actuelle, car arrivés après l'accord de décolonisation de Nouméa !
- Mener une politique qui perpétue un système profondément occidental injuste dont les valeurs sont ancrées dans l'individualisme et l'irrespect de l'autre...



- Continuer une politique irresponsable qui n'a que pour conséquence des inégalités économiques et sociales et des impacts néfastes sur l'environnement,
- Renforcer une politique économique de comptoir colonial qui privilégie les importations au profit des multinationales et au détriment d'une production locale dénuée de situation de rente.
- Etc.

Depuis des années, nous subissons cette politique discriminatoire, envers le peuple

# Des touristes aux Chesterfield ?

Des sanctuaires dans divers endroits du monde ont préservé la biodiversité. Les spécialistes parlent de « Hot spot », les récifs éloignés comme les Chesterfield méritent notre attention puisqu'ils sont reconnus comme un des derniers représentants de ces écosystèmes coralliens qui n'ont pas encore été touchés par quelque aménagement, bien que Les Chesterfield aient connu au XIX<sup>e</sup> le plus fort de l'industrie de la pêche à la baleine ainsi que l'exploitation du guano. Il est possible que leurs écosystèmes soient encore en phase de récupération. Par exemple, deux espèces d'oiseaux marins semblent avoir disparu, mais pourraient encore s'y ré-installer. L'abondance et la richesse des colonies d'oiseaux qui ont survécu et qui semblent avoir récupéré depuis un siècle, en font l'un des sites les plus remarquables pour la conservation des oiseaux marins du Pacifique sud-ouest.

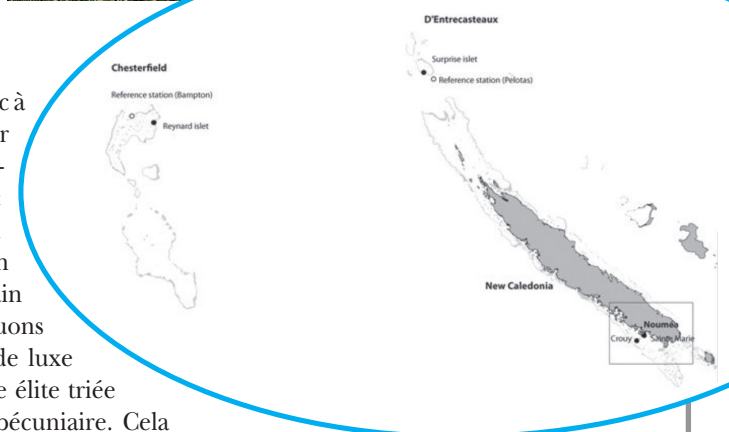
Autoriser le débarquement d'une quantité, même limitée de touristes, en perturbera inmanquablement l'équilibre. Les effets de cette modification du fonctionnement naturel sont prévisibles, Il suffit de voir comment cela s'est passé pour les îlots du lagon sud, où des espèces qui nichaient il y a encore un siècle ont totalement disparu : frégate ariel, grande frégate, fou brun, fou masqué : seul le dérangement permet d'expliquer ces extinctions locales. Ces observations doivent nous mener, pour le

moment, à en interdire l'accès au tourisme de masse. De plus, afin de mesurer l'impact d'une activité, il est indispensable avant tout d'établir un état des lieux. C'est une impérieuse nécessité.

La sensibilisation du public à l'environnement passe par la découverte et la proximité. On pourrait donc croire que l'organisation de croisières dans cet écrin de nature aurait un certain rôle éducatif. Remarquons qu'il s'agit d'excursions de luxe avant tout destinées à une élite triée sur le volet de l'aisance pécuniaire. Cela reste malheureusement la motivation première des promoteurs de ce projet : offrir de nouvelles destinations sauvages à une clientèle déjà ciblée. Dès lors, peut-on encore avancer l'argument didactique ? Organiser quelques expéditions pour des étudiants ou scolaires sur l'îlot Canard ou l'îlot Amédée (Au lieu d'en faire des boîtes de nuit !) serait idéal. De par leur proximité, ces endroits sont très bien pour sensibiliser à l'environnement..., mais ajouter une escale « nature » dans un circuit loisir afin de fouler un îlot immaculé entre un déjeuner gastronomique et une soirée ca-



IRD / E. Vidal



baret ne vaut pas la peine de déranger les oiseaux, d'autant plus qu'il s'agit parfois d'espèces en voie de disparition ou classés menacés à l'IUCN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature). Considérant l'aspect économique du projet, on peut se demander à qui il va profiter. Forcément pas à la faune des Chesterfield ni à la population des îles environnantes. Alors, a-t-on le droit de prendre le risque de nuire à un patrimoine naturel, pour un objectif culturellement douteux et économiquement incertain ?



autochtone et les communautés océaniques.

Instrumentalisées par une propagande mensongère de peur, bien orchestrée par la droite coloniale depuis des lustres, les autres communautés, notamment les Caldoches, bien qu'elles n'aient pas du tout d'intérêt commun avec les grandes familles et les gros bonnets de la place, se sont toujours opposées injustement aux revendications légitimes des Kanak...

Cette propagande de peur est le fer de lance de la devise « diviser pour mieux régner » entre les communautés et le peuple kanak d'une part, et entre les communautés entre elles d'autre part.

Et le corps électoral ?

Bien que la sincérité pleine et entière ne soit pas au rendez-vous concernant le corps électoral référendaire, surtout dans

un contexte colonial, la DUS constate que :

- L'inscription d'office des kanak de statut coutumier, non déjà inscrits sur une liste électorale, sur la LEG (liste électorale générale) permet, par ricochet, leur inscription sur la liste référendaire. Ainsi, sachant que les opérations d'inscription ne sont pas encore définitives, on peut oser estimer que, sur l'ensemble des personnes appelées à voter le 4 novembre, 48 % relèveraient de statut coutumier kanak.
- A ce taux, s'ajoutent les Kanak de statut de droit commun difficilement dénombrables aujourd'hui. Deux contraintes expliquent cette difficulté : l'inexistence de définition juridique du Kanak et l'interdiction légale de dénombrer sur un plan ethnique ou communautaire.
- Par ailleurs, 5 % de Kanak de statut coutu-

mier devrait pouvoir encore être inscrits sur la liste référendaire suite à des recherches menées pour valider ce chiffre. Voter Oui le 4 novembre 2018, ce n'est pas voter pour un programme d'élection locale, ni pour un parti politique, ni pour une personnalité ! Voter Oui le 4 novembre 2018, c'est voter pour l'accession du pays à l'indépendance, garant de l'existence du peuple kanak en tant que peuple, garant de la stabilité institutionnelle pour tous, garant des conquêtes sociales, garant d'une démocratie sociale réelle, d'une économie solidaire calédonienne et de la lutte déterminée contre les inégalités !

**Le 4 novembre, votez !**

**Chacun doit emmener une sœur, un frère, un membre du clan voter !**

**On est chez nous !**

## Kanaky dans sa région

La Papouasie Nouvelle Guinée, partenaire économique pour la Nouvelle-Calédonie, c'est ce que nous découvrons au travers de la mission du Gouvernement la semaine passée à Port Moresby, accompagnée de représentants du monde économique local et national. Au-delà du potentiel important de développement régional de nos relations économiques et de l'axe « Indo-Pacifique », ce qui semble « naturel » en 2018, l'était beaucoup moins il y a dix ans au moment où le GFLM (groupe du fer de lance mélanésien) installait son secrétariat à Port Vila. Il est vrai que cette organisation politique créée en 1988 pour soutenir la revendication d'indépendance du pays, a également travaillé à mettre en place un marché commun de la Mélanésie encadré aujourd'hui par le « Melanesian Free Trade Agreement » (Accord de libre-échange mélanésien) acté en 2015 à Nouméa et déjà ratifié par les Iles Salomon et Fiji.

Nous avons des liens privilégiés avec la Vanuatu, mais aussi Fiji, ils se renforcent avec la Papouasie Nouvelle Guinée, et tout reste à faire avec les Salomon. Ce qui arrive aujourd'hui est dans la continuité du travail effectué par le FLNKS, membre du GFLM, afin de donner au Pays la place qui doit être la sienne dans notre région, mais confirme les intérêts de la France de conserver son « cheval de Troie », argument de poids dans la géopolitique en Asie Pacifique. N'est-ce pas incroyable que ceux qui sont assis à la table des négociations aujourd'hui et qui nous représentent, sont les mêmes qui, il n'y a pas si longtemps, déplorait la corruption et l'insécurité dans ce pays, avec en sous-entendu ce qui nous penderait au nez en cas d'accession à l'Indépendance ?

Jean Marie Tjibaou évoquait en son temps la capacité de négocier nous-mêmes nos interdépendances pour expliquer l'émancipation et la souveraineté, nous y sommes.



Dans le même temps, vient de prendre fin à Honiara le VI<sup>e</sup> festival des Arts Mélanésiens, avec une participation remarquable de « Kanaky New Caledonia » au cours duquel la culture du pays a démontré sa capacité à allier tradition et modernité : un grand merci et toutes nos félicitations à nos représentants. Pour autant, nous, populations concernées de ce pays, avons rendez-vous ce 4 novembre avec notre histoire afin de donner un statut définitif à ce territoire. A ceux qui cherchent à se rassurer sur l'avenir du pays indépendant, voter OUI le 4 novembre, c'est confirmer que notre pays avance sur la voie de son émancipation, le droit d'exister pour lui-même comme une nation libre. Les accords de Matignon/Oudinot et de Nouméa sont des accords de Paix et de DECOLONISATION, **il faudra le confirmer en votant oui massivement le 4 novembre !**

*Un jeune majeur qui vient d'être inscrit sur la liste électorale référendaire me demande « je ne comprends rien ! Je ne sais pas, je vais voter quoi ? » voici ma réponse : est-ce qu'ici c'est la France ? Si tu réponds oui alors vote non, si tu réponds non ici ce n'est pas la France alors vote OUI.*



## BULLETIN D'ABONNEMENT LA VOIX DE Kanaky

Je vous communique mes coordonnées :

Prénom.....

NOM.....

Adresse.....

Tél. ....

Email.....

Date..... Signature

**OUI**, je souhaite m'abonner à la Voix de Kanaky

☐ 1 an (6 numéros) soit 1000 F cfp

☐ 1 an abonnement de soutien (6 numéros) à partir de 3000 F cfp ou 30 euros

☐ Si chèque en euro, 1 an (6 numéros) : 30 euros

A renvoyer accompagné de votre règlement à l'ordre de :

**ELAN DES CONQUES**

12 bis, rue Mangin - 98800 NOUMEA  
NOUVELLE-CALÉDONIE

Banque : SGCB - Compte : 18319 06711 43116927013 46  
IBAN FR76 1831 9067 1143 1169 2701 346